



Préliminaires du massacre de Lachine

Léo-Paul Desrosiers, M.S.R.C.

Numéro 19, 1954

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1080036ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1080036ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Éditions La Liberté

ISSN

0575-089X (imprimé)

1920-437X (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Desrosiers, L.-P. (1954). Préliminaires du massacre de Lachine. *Les Cahiers des Dix*, (19), 47–66. <https://doi.org/10.7202/1080036ar>

Préliminaires du massacre de Lachine

Par LÉO-PAUL DESROSIERS, M.S.R.C.
et de l'Académie canadienne-française

En 1665, les Anglais s'emparent de la Nouvelle-Hollande et lui donnent le nom de New-York. Grâce au changement de régime et au peu de développement de cette colonie, les Français peuvent conduire leurs expéditions contre les Agniers sans susciter de complications internationales. Et ils forceront les tribus iroquoises à signer à tour de rôle des traités de paix qui leur reconnaissent de grands avantages. Dès 1666-1667, ils inaugurent entre l'Iroquoisie et la France une politique très habile de rapprochement qui porte d'heureux fruits. Tout d'abord cessent les incursions sanglantes d'autrefois. Puis des missionnaires s'installent à demeure dans les bourgades où ils poursuivent leur travail d'évangélisation. Leur présence attire d'autres Français. Ce sont des allées et venues qui familiarisent les deux peuples l'un avec l'autre; chacun sait ce qui se passe chez l'autre, l'ignorance d'autrefois disparaît. Frontenac en particulier applique cette politique avec ardeur. Il veut connaître les grands chefs iroquois, il a beaucoup de considération pour eux, il les traite avec civilité et générosité en leur donnant des cadeaux, il vise à l'amitié et il l'obtiendra dans certains cas. Mais il sait en même temps que les Iroquois discernent vite la faiblesse et quand la colonie est presque dégarnie de troupes, il en demande de nouvelles, non pas pour faire la guerre, mais pour des démonstrations militaires, des démonstrations de force. Dans le danger, il est très ferme, et devant les indocilités, il semble décidément préférer à une rupture, l'emploi de moyens détournés, comme l'emploi des Indiens alliés de l'Ouest contre les Iroquois. Pour ces raisons, l'influence française devient très forte en Iroquoisie. Mais elle n'est pas seule à s'exercer. Ce sont maintenant les Anglais qui four-

nissent la Confédération d'armes et de munitions à Albany, autrefois Orange; ils ne s'aventurent guère dans le pays, mais contrecarrent du mieux qu'ils le peuvent l'influence des missionnaires, celle des Français qui sont sur les lieux, donnent un bon prix pour les fourrures, vendent de l'eau-de-vie et montent des intrigues.

Cette politique d'amitié dure environ dix-huit ans. Elle devient plus difficile durant les dernières années du règne de Frontenac après avoir poussé en Iroquoisie des racines joliment fortes. Mais en 1684, c'est la politique opposée, celle de la guerre ouverte qui prévaut. Et ce revirement est un événement qui prendra une grande importance internationale aussi bien que nationale. Les troupes de La Barre n'ont pas quitté Montréal pour leur expédition en Iroquoisie, que tout d'abord, Dongan, gouverneur de New-York, revendique et réclame pour son pays la souveraineté sur ce pays, et tente d'obtenir de celui-ci des titres à cet effet. Nul geste ne pouvait être plus habile. En second lieu, l'expédition de La Barre et ensuite celle de Denonville, vont obliger les missionnaires et autres Français à quitter l'Iroquoisie ou leur vie est en danger; et après leur départ, l'influence française diminuera et se détruira. Enfin, troisième conséquence, la guerre est tout de suite dans une impasse, elle ne peut se terminer, car elle implique en même temps une guerre avec l'Angleterre. Encouragés, soutenus, manoeuvrés par les Anglais, les Iroquois ne viendront pas, comme en 1666-1667, demander la paix à Québec. Des négociations auront lieu, mais partielles, et elles n'aboutiront pas. C'est alors que l'on conçoit des solutions radicales : la destruction de l'Iroquoisie par une attaque qui détruira les cinq bourgades, ou bien la prise de l'Etat de New-York par la France.

L'adoption de la politique de guerre aurait pu produire des effets plus désastreux encore: des incursions sanglantes continuelles contre la Nouvelle-France. Mais un facteur important était à l'oeuvre : l'amitié de Jacques II et de Louis XIV, l'entente entre la France et l'Angleterre qui paralyse en bonne partie les représailles. Car Dongan et Andros à New-York, La Barre et Denonville n'étaient pas libres et ils

recevaient des instructions pressantes qui modéraient leur ardeur. Ce facteur jouait dans le sens de la modération, d'un règlement pacifique des différends, de solutions diplomatiques. A titre de fournisseurs d'armes et munitions, les Anglais pouvaient jouer un rôle restrictif sur la guerre iroquoise et c'est ce qu'ils firent, particulièrement en 1688, et probablement dans d'autres occasions.

Alors, en décembre 1687, les deux couronnes s'entendent pour former une grande Commission qui étudiera la question suivante : est-ce la France, ou l'Angleterre qui a le droit de souveraineté sur l'Iroquoisie? Malgré ce que l'on peut penser aujourd'hui, la France avait de très beaux titres de possession. Durant l'année 1688, les Français et les Anglais préparent des mémoires et des cartes qui prouveront leurs revendications. Il semble que ce soit Louis XIV qui ait obtenu dans le même temps le rappel de Dongan qui fut et reste à sa manière un grand homme pour les Américains puisque c'est lui qui conçut le projet de réclamer pour son pays les vastes territoires qui s'étendaient en arrière des colonies anglaises. Son successeur, Andros, conserve la même prétention; si les Iroquois commettent des dégâts en Nouvelle-France, s'ils capturent des prisonniers, c'est à lui que Denonville devra s'adresser, dit-il, mais les Français ne peuvent se faire justice à eux-mêmes.

Dans la même année, Denonville poursuit toujours ses efforts pour aboutir à une paix générale entre Français, Iroquois et Indiens alliés de l'Ouest. Trois nations, les Onnontagués, les Onneyouts, les Goyogouins envoient quatre députés au commencement de l'été 1688, pour ébaucher les plans d'une réunion générale. Denonville en profite pour obtenir d'eux des déclarations à l'effet qu'ils forment un pays indépendant et ne sont en rien soumis à l'Angleterre. Mais à leur retour, un habile chef huron, allié de la France, Le Rat, se met en embuscade avec ses guerriers, tue l'un de ces députés, capture les autres, car lui, il ne veut pas de paix entre les Français et les Iroquois, parce que ces derniers, croit-il, tourneraient leurs armes contre sa nation. C'est un autre méfait dont la Nouvelle-France portera le poids,

car Denonville ne prend pas des mesures adéquates pour publier la vérité. Les Iroquois projettent d'envoyer d'autres députés pour protester contre l'attaque; mais sur ce, Andros les convoque à New-York; il leur défend expressément de continuer ces négociations diplomatiques, il leur impose une trêve envers la Nouvelle-France, il les somme de rappeler leurs partis de guerre. Des prisonniers sont remis. Denonville retire la garnison du fort Niagara qui mécontentait les Iroquois. A l'automne toutefois, il écrit à Andros qu'il a attendu tout l'été les députés iroquois pour conclure une paix générale; que ceux-ci ne sont pas venus, et qu'en conséquence, il n'a pu et ne peut maintenant demander aux Indiens alliés de l'Ouest, — Hurons, Outaouais et Illinois, — de cesser leurs hostilités contre les Cantons et que ceux-ci doivent bien se garder.

En un mot, en cet automne 1688, la question iroquoise s'achemine dans une paix presque complète vers un règlement pacifique et diplomatique qui se présente d'une façon assez favorable pour la France. Toutefois, le problème aurait été plus simple si celle-ci n'avait pas entrepris une guerre contre l'Iroquoisie qui a créé un antagonisme profond entre les deux pays, un mouvement de recul en dehors de l'emprise française, et a amassé des rancunes. Durant l'hiver suivant, Perrot arrachera aux Indiens alliés des prisonniers iroquois exposés à la torture.

Et c'est juste à la fin de cette année 1688, que se produit un grand coup de théâtre: la révolution en Angleterre. Le 11 décembre 1688, l'allié et l'ami de Louis XIV, Jacques II, abandonne le trône. Et deux mois plus tard, le 13 février 1689, Guillaume III et la reine Marie le remplacent. Et, avec leur accession, c'est un revirement complet de la politique anglaise. Le 7 mai 1689, le nouveau roi déclare la guerre à la France. Et l'un des grands prétextes qu'il donne pour cette action, est l'envahissement de l'Iroquoisie par des troupes françaises. Dès ce moment, on distingue les immenses et néfastes conséquences de la politique de guerre qui a prévalu avec La Barre et Denonville, de l'abandon de la politique de paix et d'amitié qui avait prévalu avec Cour-

celles et Frontenac, et qui aurait pu être continuée, mais avec plus de souplesse et d'ingéniosité que n'en possédaient les derniers gouverneurs.

Naturellement, les nouvelles anglaises parviennent beaucoup plus tôt à New-York qu'en Nouvelle-France, et elles y arrivent avec plus de précision et plus d'abondance. Deux ou trois navires atteignent Québec durant l'été, mais certaines dépêches importantes se feront attendre jusqu'à l'automne. En plus, les Anglais de New-York peuvent prévoir tout de suite le cours que les événements prendront, ils sont sûrs que la guerre éclatera entre la France et l'Angleterre alors que cette guerre n'est pas déclarée. Tandis que l'ancienne politique règne encore sur le Saint-Laurent, la nouvelle politique prend forme activement sur l'Hudson. Au Canada, on s'assure la possession de différents lieux, mais dans l'Etat de New-York, on songe au rôle que jouera l'Iroquoisie dans le prochain conflit. Les autorités françaises seront en retard sur les événements, et peut-être faute de renseignements, ne montreront pas toute la sagacité nécessaire dans une telle conjoncture.

Par ricochet, la Révolution anglaise produit tout de suite des mouvements révolutionnaires dans les colonies d'Amérique. Car si les esprits opposés à la politique de Jacques II étaient nombreux en Angleterre, ils ne l'étaient pas moins en Amérique, et formaient un parti mal connu qui s'était manifesté de diverses façons. En particulier, la politique de Jacques envers l'Iroquoisie, la Nouvelle-France, les récentes expéditions de La Barre et Denonville, n'avait pas été populaire et l'on souhaitait une action plus énergique. Alors c'est ce parti qui triomphe aujourd'hui avec Guillaume. Le 18 avril 1689, une insurrection se produit à Boston, et Andros, créature de Jacques, est fait prisonnier. L'Etat de New-York n'a plus de gouverneur. Pendant un temps encore, le lieutenant-gouverneur, Fr. Nicholson et l'ancien Conseil demeurent à la direction des affaires. Tout de suite, ils font travailler aux fortifications de New-York. Et dès les tout premiers jours de mai, se pose la question de l'Iroquoisie, qu'ils considèrent sous un autre aspect qu'Andros. Pour eux, la solution pacifique

et diplomatique du problème iroquois est abandonnée; la Commission, qui devait se réunir en janvier, ne s'est pas assemblée. Les armes décideront. Alors, le problème se pose exactement de la même façon pour la Nouvelle-Angleterre que pour la Nouvelle-France; si celle-ci redoute une influence anglaise triomphante en Iroquoisie, les Anglais redoutent une influence française. A Albany, on ne dort pas tranquille quand on sait que les missionnaires et autres envoyés français agissent dans les Cinq Cantons; et à Québec, on a des cauchemars quand on pense à l'action que les commerçants anglais exercent d'Albany. Et de part et d'autre, c'est la même conclusion qui se dessine : la France organise une expédition pour la conquête de New-York, dont sera chargé Frontenac, et l'Angleterre tentera de prendre Québec en 1690. Mais en attendant, il faut mettre les Iroquois dans son jeu; et sur ce point, les Anglais ont en ce moment des avantages énormes sur leurs concurrents; ils reçoivent plus tôt les nouvelles européennes, et ils profitent de toutes les maladroites accumulées par les Français envers l'Iroquoisie depuis 1683.

C'est au début de mai que la question se pose directement devant Fr. Nicholson et son conseil, car des messages leur arrivent d'Albany et implorent une direction. Ils révèlent tout d'abord une confusion inextricable. Les actes d'Andros ayant manifesté une alliance très étroite entre Jacques II et Louis XIV, les Iroquois redoutent en ce printemps une action concertée des deux Rois contre eux. A Albany, la rumeur a couru qu'un détachement de mille hommes arrivait du Canada en compagnie de contingents d'Iroquois chrétiens pour attaquer les Cantons. La population a reflué vers l'abri des palissades. Il est bientôt avéré que la rumeur est sans fondement, mais crédule, la populace ajoute foi à ce raconter et craint d'être livrée à l'ennemi. Les marchands de fourrures et les magistrats savent que ces craintes sont vaines, ils ne redoutent pas une alliance des Français et des Iroquois, ceux-ci paraissent fidèles et se présentent par groupes à Albany avec des peaux de castors à échanger.

Ces lettres étaient des 6 et 7 mai.⁽¹⁾ Datée du 12 mai, une autre

lettre du maire d'Albany développe les mêmes sujets. Des nouvelles fantaisistes circulent en Iroquoisie à l'effet que Denonville et Andros se sont entendus durant l'hiver pour détruire les bourgades par une attaque combinée de troupes françaises et de troupes anglaises. On attribue ces rumeurs à des émissaires français. Mais à New-York, on est plus perspicace. Ces rumeurs auraient leur origine dans des libelles publiés à Boston, trois mois plus tôt, soit en février, et qui attaquaient à fond Andros, de même que son prédécesseur, Dongan. Les auteurs étaient d'avis qu'au lieu d'imposer une trêve aux Iroquois envers la Nouvelle-France, il aurait plutôt fallu les soudoyer pour une attaque. Au temps de l'expédition de Denonville, Dongan avait massé des troupes anglaises et iroquoises à Albany, parce qu'il redoutait une autre attaque ou une invasion; mais maintenant, les auteurs des libelles affirmaient que cette crainte n'avait été qu'une feinte et que Dongan n'avait alors d'autre dessein que d'empêcher et d'entraver les représailles des Iroquois contre les Français.

Tout de suite, les autorités d'Albany prennent les moyens nécessaires pour détruire ces rumeurs nées de l'ancienne politique de Jacques II. Elles envoient deux interprètes aux Agniers pour remettre les choses au point et donner les explications voulues. Mais la matière semble tellement importante que ce geste ne suffit pas. Il serait expédient d'envoyer des notables d'Albany aux autres tribus pour bien les convaincre que les Anglais n'ont jamais songé à leur destruction. L'affaire est trop importante pour être négligée.

Invité à fournir des directions précises, le conseil de l'Etat de New-York ne se dérobe pas. C'est le 12 mai 1689 qu'il les énoncera dans une lettre qui est très importante puisqu'elle établit la nouvelle politique qui succèdera à celle de Jacques II. Et il importe de se souvenir ici que la déclaration de guerre entre la France et l'Angleterre, faite par Guillaume, est du 7 mai, mais ne sera connue au conseil que beaucoup plus tard, de sorte que celui-ci anticipe sur les événements. Ce conseil abroge donc et met au rancart, sans avertir Denonville, la

(1) *Collections of the New-York Historical Society*, 1868, pp. 257 et suivantes.

trêve imposée l'an précédent par Andros et qui défendait aux Iroquois de faire des incursions en Nouvelle-France; il donne pleine permission de les recommencer. Voici quelques extraits de ce document: « Que les personnes, ici, qui ont mis un frein à leurs récentes victoires contre le Canada, sont mises de côté, et qu'il n'est plus nécessaire de supporter d'autres injustices de la part des gens du Canada. Que, en conséquence, les Cinq Nations doivent demeurer unies, ne pas souffrir qu'aucun de leurs nationaux se rende au Canada pour y être trompé, trahi ou emprisonné, et ne pas souffrir qu'aucun Français vive parmi eux ». De plus, « Que s'ils trouvent un motif pour aller en guerre contre quelques-uns de leurs anciens ennemis, ils peuvent laisser leurs femmes âgées et leurs enfants parmi les chrétiens, près d'Albany; et l'on verra à leur subsistance et à leur protection... ». Enfin, pour détruire plus efficacement les fausses rumeurs que les Français ou d'autres personnes auraient pu communiquer aux Iroquois au sujet du Conseil de l'Etat de New-York, celui-ci donne l'ordre suivant au maire d'Albany: « Vous présenterez à chacune des Cinq Nations un baril de poudre à être employée contre nos Ennemis et les leurs »; mais il ne veut pas mettre de frein à la générosité des marchands expérimentés d'Albany qui pourront ajouter à ce cadeau « ce que vous trouverez de plus utile pour la sécurité de votre comté... aussi bien que de l'Etat en général ». Enfin, les autorités locales se montreront prudentes et éviteront de donner offense aux Iroquois et ne laisseront personne se rendre en forêt pour pratiquer la traite. Lue à la lumière des événements des précédentes années, cette lettre avait certainement une force explosive. Elle enlevait pour ainsi dire le mors et la bride à la cavale iroquoise. Elle rappelait les griefs. Elle soudoyait les guerriers iroquois; elle invitait les incursions.

Mais l'ancienne politique de Jacques II ayant prévalu pendant des années, l'Iroquoisie a peine à se faire au changement. Le 15 mai, le Conseil étudie de nouveau la question. La panique continue à régner à Albany, les Iroquois seraient devenus insolents, ils croient encore que Anglais et Français sont alliés pour les détruire, ils sont mé-

contents. De nouvelles recommandations en conséquence prennent la route d'Albany: « Il est à peu près certain que le gouverneur du Canada ne laissera pas passer cette occasion d'enflammer ces sentiments, et, par tous les moyens bons et plausibles, de contracter une alliance avec ces Indiens, ce qui serait la ruine complète de toutes les colonies anglaises de ce continent. En conséquence, nous ne manquerons pas de faire les plus grands efforts pour détruire lesdits sentiments et pour nous assurer le bénéfice de la fidélité des Cinq Nations et des nations indiennes belliqueuses »⁽²⁾. On ne peut donc être plus conscient que ne l'est le Conseil de l'importance d'une alliance militaire immédiate entre les Iroquois et les Anglais et de l'urgence de la conclure dans le plus bref délai possible. Des conséquences graves dépendent des négociations.

De nouveau, le 24 mai, les affaires iroquoises viennent devant le Conseil de l'Etat de New-York, car une nouvelle lettre, datée du 21, est arrivée d'Albany. En effet, la situation est devenue satisfaisante. Les Iroquois se sont calmés et les affaires « sont en joliment bon état et aucune difficulté avec eux n'est plus à craindre ». Et voilà surgir d'un passé tout rapproché un événement qui a fait sensation dans le temps et qui vient maintenant produire d'autres conséquences dangereuses. On se souviendra que Denonville avait fait saisir toute une flottille de canots américains qui se rendait à Michillimakinac pour faire la traite avec les Hurons, Outaouais et autres Indiens alliés de la France. Dongan niait les droits de possession de la France sur ces territoires éloignés et son droit de souveraineté sur les Indiens qui y vivaient. En conséquence, cinquante à soixante jeunes Anglais d'Albany avaient empli ces canots de marchandises et étaient partis pour la grande Ile avec l'espoir de profits fabuleux. Mais ils n'avaient rencontré que l'emprisonnement, leurs articles de traite avaient été confisqués et le prix n'en avait pas été remboursé encore. Alors, aujourd'hui, ils veulent se venger, et s'emparer par la force d'une com-

(2) O'Callaghan, *Documents relative to the Colonial History of the State of New-York*, VIII, p. 755.

pensation adéquate. Ils sollicitent donc des lettres de marque pour se rendre au Canada.

Enfin, la lettre affirme de nouveau que les interprètes d'Albany ont persuadé aux Iroquois que les rumeurs qui les avaient alarmés n'étaient qu'un stratagème des Français « qui les ont trompés souvent avant ce jour, en retenant leurs chefs prisonniers ». Et ces mots indiquent assez bien quelles lignes suit la propagande anglaise.

Ce même jour, le 24 mai, le conseil ne reçoit pas favorablement la demande des jeunes Anglais d'Albany et il refuse les lettres de marque. En principe, il n'est pas opposé à cette initiative, mais il préfère attendre des ordres de Londres; il se souvient en effet qu'il n'a reçu aucune nouvelle officielle d'une guerre entre la France et l'Angleterre, mais il la juge probable et même certaine. En attendant, chacun doit se tenir prêt à toute éventualité.

C'est alors que Fr. Nicholson, lieutenant-gouverneur, et l'ancien conseil, perdent le pouvoir à New-York. Une révolution éclate dans la ville et un aventurier picaresque s'empare de l'administration. Durant les prochains mois, son autorité ne s'étendra pas jusqu'à Albany; et cette ville de l'intérieur des terres devient une espèce de petite république indépendante dirigée par son maire et ses magistrats qui sont des spécialistes en affaires iroquoises et vont les conduire à leur façon.

Pour cette période, les documents sont rares. Toutefois, dans un volume intitulé *Abridgment of Indian Affairs*, p. 14, par Peter Wraxall, se trouve le rapport d'un conseil de grande importance tenu à Onnontaé, dans la capitale de l'Iroquoisie; les Cinq Nations ont des représentants sur les lieux. Albany a envoyé un interprète du nom d'Arnout et l'un de ses notables du nom de Saunders. Un Iroquois catholique, de Montréal probablement, assiste aux délibérations. La date donnée est le 3 février 1689. Mais le procès-verbal contient la phrase suivante: « ...La déclaration de guerre contre les Français qui a été attendue si longtemps est maintenant arrivée ». Or, cette déclaration de guerre est du 7 mai suivant, elle n'était pas connue à New-York le

24 mai; et ce simple détail indiquerait que le Conseil n'a pu être tenu avant la mi-juin ou dans les derniers jours du même mois.

Mais qu'il soit d'une date ou de l'autre, cet écrit comporte une signification exacte. Celui qui parle le premier est l'Iroquois catholique qui demande aux Iroquois de rencontrer le gouverneur du Canada à Cataracouy pour conclure une alliance. En second lieu, d'autres Iroquois parlent en faveur des Instructions de la république d'Albany qui sont au nombre de six, et qui sont à l'effet suivant: que la coalition entre Iroquois et Anglais est solennelle, ancienne, qu'elle a été maintes fois reconnue publiquement; que les Iroquois sont des sujets anglais et qu'ils n'ont pas le pouvoir de conclure des traités avec les Français sans le consentement de leurs suzerains, les Anglais; qu'une telle action serait déloyale; que la déclaration de guerre de l'Angleterre contre la France étant arrivée, les Cinq Nations ne peuvent consentir à une trêve ou conclure un traité de paix avec les Français; s'ils le faisaient, ils renieraient leur allégeance et détruiraient l'union qui a toujours existé entre Iroquois et Anglais, union qui a toujours été renouvelée d'une manière solennelle. Et ce résumé donne une assez bonne idée de la situation: alarmés par l'attaque de La Barre, les Iroquois se sont rejetés du côté des Anglais. Et tout de suite, Dongan a pris avantage de la situation, pour tâcher d'établir, en faveur de l'Angleterre ou de New-York, des droits de souveraineté sur l'Iroquoisie. Pour lui et pour Andros, les Iroquois sont des sujets anglais, et comme tous les sujets, ne peuvent négocier ou passer des traités avec une puissance étrangère sans la participation des autorités anglaises. D'où il s'ensuit que l'Angleterre étant maintenant en guerre avec la France, les Iroquois sont en guerre avec la Nouvelle-France comme avec Louis XIV. De leur côté, les gouverneurs du Canada n'acceptent pas ce point de vue, ils obtiennent des Iroquois d'autres déclarations à l'effet qu'ils ne sont pas sujets anglais et peuvent négocier.

Mais au moment précis et au lieu où se tient cette assemblée, quelle est la réaction des Iroquois aux propositions de la république d'Albany? Un sachem onnontagué se lève et dit en résumé ce qui suit:

« Nous devons nous conduire d'après les propositions de la Convention d'Albany, et considérer les Français avec inimitié. Ceux-ci sont nos ennemis et ils nous trompent ». Alors, un orateur qui parle au nom du Conseil demande à Arnout, l'interprète, de mettre clairement devant l'assemblée, les propositions d'Albany. C'est ce qu'il fait. Alors, la délibération se poursuit. Puis l'orateur de l'Assemblée, celui qui parle au nom de tous, dit ce qui suit: « Ils sont tous déterminés à maintenir leur coalition avec nous (les Anglais) et à faire la guerre aux Français du Canada ». Puis ensuite, il ajoute: « Nous sommes très heureux d'apprendre que notre Roi (c'est-à-dire le Roi d'Angleterre) a déclaré la guerre contre les Français et qu'un nouveau gouverneur est attendu bientôt ». Pour rendre toutes ces déclarations plus nettes, cet orateur s'adresse alors au nom de tous aux délégués du gouverneur du Canada et leur dit: « Les Cinq Nations sont déterminées à ne pas le rencontrer à Cataracouy. Ils ne feront aucune paix avec lui, mais lèveront la hache contre lui ».

En un mot, dans cette occasion solennelle, une assemblée plénière iroquoise accepte la théorie que les Iroquois sont sujets anglais, que l'Iroquoisie est pays anglais, que lorsque l'Angleterre est en guerre, l'Iroquoisie est en guerre. Sans aucun doute, il ne faut pas attacher une signification trop stable à ces paroles: encore en 1688, les Iroquois soutenaient qu'ils étaient indépendants, et bientôt encore ils enverront des députés au Canada sans passer par Albany. Par son action brutale, énergique et efficace, Frontenac saura aussi, un peu plus tard, les diriger vers plus d'indépendance envers Albany. Mais enfin en 1689, ils acceptent la version de Dongan et d'Andros; ils sont des sujets anglais en guerre comme leur Roi, contre les Français, ils sont des alliés, des coalisés, soit que des pressions secrètes les y forcent, soit que leurs rancunes les y poussent, soit que leurs intérêts les y attirent. Et c'est ce fait qui donne au prochain massacre de Lachine une couleur spéciale: cet événement n'est pas un épisode d'une guerre particulière entre l'Iroquoisie et la Nouvelle-France; il est au contraire un épisode de la guerre plus vaste qui vient de s'ouvrir en-

tre la France et l'Angleterre et il doit y être inclus. Pour le Canada, il ouvre, non pas une guerre iroquoise comme les précédentes, mais nettement une guerre anglo-iroquoise. Si le procès-verbal du précédent conseil ne le prouvait pas avec assez de force, les prochains apporteront un luxe de preuves sans réplique. Iroquois et Anglais se consulteront, concerteront leurs mouvements, uniront même leurs forces. Et les premiers ne frappent avec autant d'audace et de force que pour la bonne raison que cette fois, ils ne sont plus seuls sur le sentier de la guerre, mais comptent sur une action décisive des seconds. Autrement, ils auraient sans doute hésité devant ces forces françaises qui savaient sortir de leurs forts, et qui, hier encore, pénétraient à l'extrémité de leur pays pour détruire les bourgades des Tsonnontouans; ils avaient des rancunes, mais ils ne manquaient pas de prudence. Puis, autre fait peu connu, peu souligné, c'est que si les Iroquois acceptent les dictées de ces rancunes, s'ils sont en guerre ou en difficulté avec la Nouvelle-France, ils se livrent pour ainsi dire entre les mains des Anglais. Albany devient automatiquement leur seule source de ravitaillement pour les armes, munitions et marchandises de traite. Et avec sa population de marchands engagés dans le commerce des pelletteries, Albany sait qu'elle peut insister sur l'exécution de ses volontés dans les cas où les Iroquois ne manifesteraient pas assez d'enthousiasme.

Ensuite, dans quelques lettres éparses, non officielles, se trouvent quelques renseignements sur l'expédition monstrueuse qui se prépare. Dès le mois de juillet, les guerriers iroquois sont déjà sur le sentier de la guerre. Le 23, un habitant d'Albany, le colonel Bayart, écrira une lettre révélatrice à ce sujet: « Je trouve, dira-t-il, que les habitants d'Albany sont encore très inclinés à faire quelque exploit, soit pour le commerce avec les Indiens éloignés, soit en obtenant des lettres de marque pour se rembourser de leurs pertes, car ils ont été pillés par les Français à leur dernier voyage aux Outaouais ». Puis il ajoute ceci: « Les sachems de nos cinq tribus belliqueuses sont venus ici, et, au cours de leurs conseils, ont mis le maire et les magistrats au courant

de leur résolution de prendre vengeance contre les Canadiens, qui détiennent encore comme prisonniers quelques-uns de leurs amis capturés en trahison, et qui, en temps de paix, ont fait des captifs et les ont envoyés en France. Il y a quelques semaines, nous avons reçu la nouvelle qu'un parti de neuf cents Indiens est allé au Canada, et que maintenant trois cents Agniers sont prêts à partir pour la même expédition. Ils détruiront sans doute la récolte, ce qui, nécessairement, doit réduire le Canada à une grande extrémité, à moins que des secours ne soient envoyés de France ». Le 5 août, Philips Van Cortland écrira au Secrétaire d'Etat: « Les Iroquois des Cinq Cantons, au-dessus d'Albany, dès qu'ils ont appris la guerre entre l'Angleterre et la France, sont allés combattre les habitants du Canada ». Dans une autre lettre datée du même jour, le même homme écrira ce qui suit: « Les Cinq Nations d'Indiens sont partis depuis environ un mois pour combattre les habitants du Canada, nous attendons de jour en jour des nouvelles de leur expédition ». A cette date, quelques incertitudes règnent. On a parlé d'une alliance entre les Iroquois et les Indiens qui guerroyaient dans le nord contre la Nouvelle-Angleterre, les Français agiraient dans ce sens. Enfin, les Agniers ont renvoyé quatre-vingts guerriers pour protéger leurs bourgades et ils sont partis pour le Canada. Les Français « ne cesseront jamais... d'engager ces Indiens contre nous... et d'employer d'autres moyens... qui assureraient tout le commerce indien au Canada, mais tendraient inévitablement à la ruine complète de toutes les colonies anglaises sur ce continent ». Celles-ci ne jouiront jamais de la paix tant que la Nouvelle-France subsistera; elles seraient délivrées de ce cauchemar « en subjuguant et en envahissant le Canada, entreprise qui peut être exécutée facilement avec une assistance peu considérable de la part de l'Angleterre, en partant par eau de New-York et en partant par terre d'ici (Albany), entreprise pour laquelle nous pourrions obtenir l'assistance d'un nombre suffisant d'Indiens; mais les Français peuvent obtenir une assistance aussi importante de la part de leurs Indiens ». Enfin, la conquête de la Nouvelle-France présenterait des avantages commerciaux

importants et les Iroquois deviendraient irrévocablement attachés à l'Angleterre.

Enfin, il reste une source de renseignements sûrs, et c'est un écrit du père Pierre Millet, jésuite. Très peu de missionnaires connaissent une carrière aussi extraordinaire que la sienne. Missionnaire chez les Onneyouts, il doit revenir au Canada et il est au fort Frontenac quand les Iroquois reçoivent de nouveau la permission d'envoyer des partis de guerre contre les Français. Il est fait prisonnier à ce dernier endroit; il assiste au ralliement des divers détachements iroquois qui descendront bientôt le fleuve. Protégé par des Onneyouts qu'il a convertis ou dont il a conquis l'amitié, il sera conduit par eux dans leur pays. Il recevra de leur part une protection efficace et deviendra une personnalité de premier plan. Durant les trois ou quatre années qui vont suivre et qui seront remplies par les attaques des Iroquois contre la Nouvelle-France, ou les incursions des Français en Iroquoisie et dans l'Etat de New-York, les Anglais tenteront continuellement de le faire expulser ou de prendre possession de ce missionnaire. On peut dire qu'ils emploieront tous les moyens à cet effet. Mais ils ne réussiront pas. Au plus fort de la guerre, il sera sur les lieux comme un représentant de la Nouvelle-France; et quand l'Iroquoisie constatera que cette guerre au service de l'Angleterre lui coûte bien des vies humaines en vérité, bien des désastres et des dégâts, il sera là pour organiser les premières négociations et établir de nouveau le contact entre ses hôtes et les autorités françaises.

Au fort Frontenac, on vit dans une quiétude relative tandis que toute l'Iroquoisie se met sous les armes. Un jour des Onnontagués s'approchent des palissades et ils parlent au père Millet qui connaît bien leur langue; un moribond, disent-ils, demande un prêtre et des malades auraient besoin des services du chirurgien. Ils ajoutent que leurs sachems sont dans le moment à Montréal pour y présenter des propositions de paix. La garnison est évidemment ignorante encore des faits qui ont changé la face des choses en Amérique et elle écoute cette requête sans défiance. Alors, le père Millet et Saint-Amand, le

chirurgien, passent les portes et se rendent au lieu de rassemblement des Iroquois; le premier se dirige vers la cabane des Anciens et le second vers celle des malades. Aussitôt les deux hommes sont capturés et liés. C'est dans un traquenard qu'ils sont tombés.

Deux guerriers ont porté la main sur le missionnaire dont la vie est en danger. Mais, raconte celui-ci, le « capitaine Manchot d'Onneyout me dit que je ne craignisse rien et que les Chrétiens d'Onneyout que j'avais baptisés me conserveraient la vie ». ⁽³⁾ Il fait des recommandations à cet effet aux autres chefs, mais il le quitte bientôt, pour se perdre parmi les trois cents Iroquois qui sont en embuscade aux portes mêmes du fort, qui veulent s'en saisir par surprise ou capturer des Français. Des guerriers le dépouillent de ses vêtements, le foulent aux pieds, le jettent dans l'eau, lui infligent toutes sortes de mauvais traitements, quelques-uns veulent le massacrer, d'autres s'y opposent. Dans le même temps, d'autres guerriers poursuivent un Français qui avait quitté l'abri des palissades; celui-ci leur échappe et il donne l'alarme à la garnison. La surprise est donc manquée, car à partir de ce moment, le commandant sait qu'un gros détachement iroquois entoure le fort, qu'il est animé d'intentions hostiles et qu'il faut se garder avec soin.

Une fois leur coup manqué, les Iroquois détachent le missionnaire qui a été attaché à un arbre sur la rive, tous montent dans les canots et la flottille descend vers la sortie du lac. Elle s'arrête dans une île où doit arriver bientôt le gros de l'armée, soit environ mille quatre cents hommes. Les Tsonnontouans sont déjà au rendez-vous et ils accueillent le missionnaire avec de grandes huées et l'obligent à chanter. L'un d'eux lui donne même un coup de poing. Mais des Onneyouts le prennent sous leur protection. Puis s'ouvre une période d'attente pendant laquelle s'opère la concentration des forces iroquoises. Parfois le missionnaire se chante des cantiques à lui-même, parfois il les chante « avec les autres Français captifs qu'on y amenait quelque-

⁽³⁾ P. Pierre Millet, s. j. *Relation de sa captivité parmi les Onneyouts en 1690-91*, p. 11.

fois ». Animée de rancune, affamée de sang, l'armée se laisse descendre au courant jusqu'à huit lieues de Cataracouy où elle passe deux jours ; puis jusqu'à Otoniata, autrement nommée La Galette, lieu bien connu à la tête des rapides du Saint-Laurent. Elle y séjourne trois jours et y tient conseil. Pendant ce temps, Valrennes qui commande au fort Frontenac a pris conscience du danger terrible qui menace la colonie. Il a demandé à deux Français de se sacrifier pour donner l'alarme à Montréal et dans les champs de colonisation. Mais à deux lieues à peine du fort, ces messagers sont interceptés par les Iroquois, capturés, et arrivent prisonniers dans le camp. L'éveil ne sera pas donné aux côtes de Lachine.

Pendant ce temps, le missionnaire observe et écoute. Et c'est alors qu'il nous livre la substance du drame qui s'est déroulé à Albany et dans les conseils. « Les Onnontagués, écrit-il, qui avaient levé la chaudière de guerre à la sollicitation des Anglais » s'emploient actuellement à amener une rupture générale de la paix entre toutes les tribus iroquoises et les Français. Et maintenant, pour engager à fond leurs compatriotes dans l'expédition en cours, les Onnontagués les poussent à torturer et à mettre à mort l'un des quatre prisonniers français ; ils auront ainsi coupé les ponts derrière eux. Qui choisira-t-on ? le missionnaire croit qu'il sera cette prochaine victime. Le conseil se tient sur une colline voisine. Mais à la première minute, on constate que deux prisonniers seulement, le père Millet et Saint-Amand, sont présents, et que les Iroquois ont conduit à la chasse les deux autres Français. Le Conseil n'adopte aucune décision, un Goyogouin sauve la vie du missionnaire qui est reconduit parmi les Onneyouts. Ceux-ci sont heureux de le revoir, ils le rassurent ; deux capitaines et trente guerriers le prennent sous leur protection et, le lendemain, ils quittent l'armée pour la bourgade de leur tribu qui n'est pas très éloignée de La Galette. L'un des capitaines est chrétien et il devance les autres pour annoncer l'arrivée de ses compagnons. Chrétienne elle aussi, sa femme attendra le missionnaire à deux lieues du bourg avec des rafraîchissements ; elle appartient à la « première noblesse d'Onne-

yout », elle est ce que l'on pourrait appeler un *sachemesse*. Usant d'autorité, elle délivre le père Millet, lui procure des vêtements. Mais seul le conseil suprême de la tribu peut le libérer. Les clans de l'Ours et de la Tortue sont favorables à cette action, ce qui semble indiquer une majorité; mais les chefs ne sont pas tous bien disposés, et Le Manchot harangue habilement ses pairs: le Jésuite ne revient pas en qualité de prisonnier, mais bien en qualité de missionnaire. Animé de sentiments anglophiles, un autre Onneyout lui répond que le père Millet est bien de la race des Français qui ont attaqué la Cabane et qui ont brûlé les bourgades des Tsonnontouans. Le Jésuite est conduit dans la maison du Conseil « qui était devenue une Cabane de guerre par les intrigues des Anglais et des autres ennemis de la foi ». Car l'époque est maintenant ouverte où interprètes et messagers d'Albany parcourront sans cesse le long sentier de l'Iroquoisie, pour s'arrêter aux conseils des tribus, prêcher leur cause, pousser les guerriers contre la Nouvelle-France. Toutefois la maison du conseil est en même temps la résidence de la *sachemesse* Suzanne; et d'une âme aussi intrépide que les saintes femmes de la Bible, elle cache le père Millet quand des ivrognes veulent l'insulter, que des guerriers irrités lancent des pierres, qu'ils l'injurient ou réclament le supplice du feu. Suzanne et ses amis veulent libérer officiellement le père Millet avant le retour de l'armée, car plus tard, le verdict pourra être défavorable. Refusant la liberté pour le moment, le Conseil lui accorde la permission temporaire de se promener dans le village. Les Iroquois sont tellement convaincus que sa fin est proche qu'ils le surnomment « La mort qui marche », mais ils comptaient sans sa puissance protectrice. Et le missionnaire confère le baptême, assiste les malades et les affligés, écoute les confessions, préside aux prières. C'est une communauté chrétienne formée au prix de peines infinies, qui renaît autour de lui. Il souffle de toute sa force sur cette mèche qui fume encore, bien qu'il constate autour de lui que « les ennemis de la foi et des Français portaient tout à la guerre ».

Très sommaire, ce récit fournit en des phrases brèves quelques

indications précieuses. On y voit bien que la politique de rapprochement et d'amitié a porté des fruits précieux. Malgré les actes de La Barre et de Denonville, il reste un parti français, qui est en bonne partie un parti catholique, en Iroquoisie. Deux expéditions militaires coup sur coup, la capture de chefs iroquois au fort Frontenac, la disparition des missionnaires, l'ont affaibli. Pour le moment, c'est le parti anglais qui a tous les atouts dans son jeu. Mais dans trois ou quatre ans, il relèvera la tête, renaîtra plus puissant que jamais, et ce sera une bataille épique et d'une violence inouïe entre francophiles et anglophiles; ils formeront des partis semblables aux partis des démocraties et chacun d'entre eux voudra diriger la nation. Alors, au printemps et à l'été 1689, Anglais et Hollandais de New-York et d'Albany ont beau jeu dans leurs menées. Ils ont l'influence des fournisseurs exclusifs d'armes, de munitions et de marchandises de traite; ils soufflent sur les griefs accumulés par les erreurs françaises; ils reçoivent l'appui du parti anglais et protestant qui est à son apogée; ils excitent les haines. Malgré tout, le mouvement de guerre ne se produit pas dans l'unanimité, cette politique rencontre des opposants. C'est alors que sollicités par les Anglais, les Onnontagués acceptent de lever la chaudière de guerre, c'est-à-dire de recruter les guerriers, d'organiser l'expédition, de la mettre en marche. Pourquoi les Onnontagués? Pendant la première partie de notre histoire, c'étaient les Agniers que la Nouvelle-France devait redouter particulièrement; puis ensuite les Tsonnontouans remplirent ce rôle; aujourd'hui et pour quelques années, ce seront les Onnontagués; pendant longtemps, sous l'influence de Garakonthié, cette tribu dont l'importance était grande, avait manifesté beaucoup d'inclination pour la Nouvelle-France; mais Garakonthié est mort, d'autres chefs animés d'intentions hostiles l'ont remplacé; parmi eux, il en est un, très grand lui aussi, qui travaillera continuellement avec les Anglais. Et, un bon jour, Frontenac devra monter jusqu'à Onnontagé, la capitale de l'Iroquoisie, pour mettre le pied sur ce nid de guèpes.

Enfin, dans un mémoire de janvier 1690, l'ancien gouverneur Denonville, parlant de ces événements, dira ce qui suit: « ...On a eu avis que cela a été résolu en pleine assemblée »; et il ajoutera que les Anglais peuvent continuer « leurs fortes menées pour obliger les Iroquois à ne pas cesser de faire des courses dans la colonie ».

Un fait saillant de cette affaire, c'est que New-York et Albany reçoivent avant Québec des nouvelles précises de la Révolution d'Angleterre, des événements qui lui font suite, et se mettent au travail immédiatement auprès des Iroquois. Une dépêche de l'intendant Champigny donne une bonne idée de ce retard. Elle est du 5 juillet. A cette date, on attend encore des ordres du Roi. Trois bateaux sont venus et ils ont apporté quelques renseignements. La capture d'Andros à Boston est un fait connu. Mais alors que les Iroquois sont déjà sur le sentier de la guerre, on espère toujours en Nouvelle-France qu'ils vont continuer les négociations de l'année précédente et on attend leurs ambassadeurs. Toutefois l'inquiétude et la crainte règnent. Vingt-deux compagnies campent à Montréal.

Léo-Paul Desrosiers.